

Déflation française, nous y sommes !



V. Riches-Flores

C'était écrit, la restriction sur fond de faible croissance finirait par propulser l'économie française en déflation. Nous y sommes.

Avec 59 % de l'indice des prix en baisse au cours des douze derniers mois, le diagnostic ne fait plus débat. Il s'agit bien évidemment d'un facteur d'aggravation de la situation économique et financière très préoccupant.

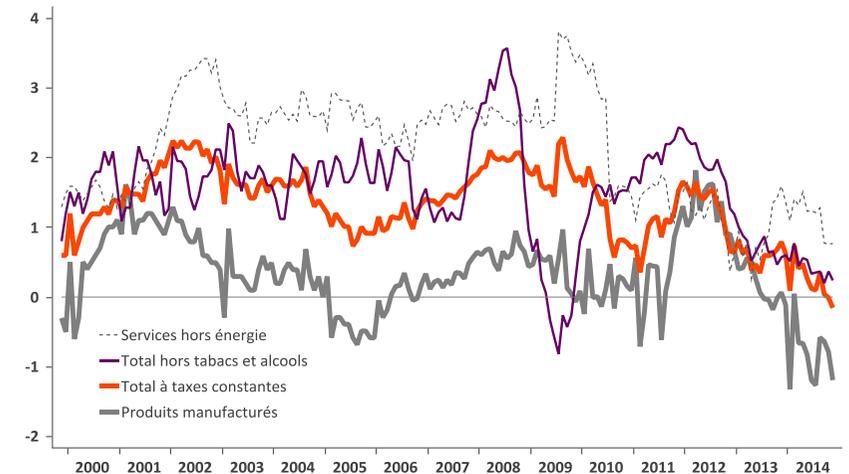
Une inflation négative ou nulle pour 59 % du panier de dépenses des ménages français

Au mois de novembre, l'inflation annuelle française s'est de nouveau affaïssée, à 0,3 % contre 0,5 % le mois précédent. Pour la première fois depuis 1990, date de début de la série de l'INSEE, l'inflation dite sous-jacente, qui exclue l'énergie et les produits frais, est pour sa part négative, à -0,2 %, quand l'analyse détaillée révèle que sur dix des principaux postes de l'indice mensuel des prix à la consommation, six ressortent avec un taux d'inflation annuel négatif ou nul. La baisse des prix touche ainsi 44 % du « panier de la ménagère », cette proportion s'élevant à 59 % si l'on ajoute le poste des transports dont l'inflation annuelle est tout juste à zéro pourcent. Sont concernés : les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-0,4 %) les dépenses d'ameublement, d'équipement ménager et d'entretien de la maison (-0,6 %), les vêtements (-0,2 %), les dépenses de santé (-1,1 %), celles de soins personnels (-1,5 %), de loisirs et culture (-0,6 %) et de communication (-3,7 %).

La liste est large, chaque mois de plus en plus étendue. De fait, seuls les secteurs de l'hôtellerie, du logement (loyers, entretien et charges), de l'éducation et des boissons alcoolisées et du tabac, affichent encore des hausses de prix annuelles substantielles, soit, pour la plupart à l'exception de l'hôtellerie, des secteurs spécifiques, influencés par une fiscalité particulière, des mécanismes de fixation de prix plus ou moins règlementés, ou des activités pour lesquelles l'ajustement des prix à la demande est traditionnellement plus inerte que la moyenne.

La progression de la déflation est donc déjà très importante, ceci, malgré la hausse de la TVA du mois de janvier dont les effets imprègnent encore les statistiques, à raison de deux à trois dixièmes selon les secteurs.

Inflation en France



Sources : RichesFlores Research, Macrobond

Ce constat n'est malheureusement guère surprenant. La politique de restriction budgétaire suivie ces dernières années dans un contexte d'extrême faiblesse des sous-jacents conjoncturels avait en effet bien peu de chance d'aboutir différemment. Seule surprise, les choses vont vite, plus vite encore que ce que nous avons redouté. Sans doute du fait d'un environnement mondial caractérisé par un très faible niveau généralisé d'inflation. Ceci ne réduit, toutefois, en rien l'inquiétude que suggère le diagnostic présent sur la situation française, au contraire.

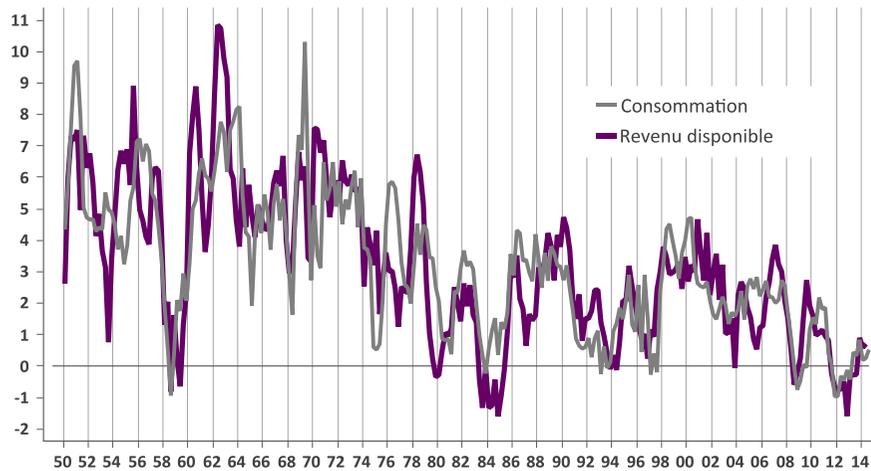
Retrouvez nous sur :
www.richesflores.com

12 décembre 2014

Une source d'aggravation de la situation économique et financière

La faiblesse de la demande des ménages sur fond de très faible croissance du pouvoir d'achat et de destructions massives d'emplois expliquent dans une large mesure la montée des pressions déflationnistes. Or, les récents développements du marché de l'emploi et des revenus ne laissent guère l'espoir de voir les choses s'améliorer dans un avenir proche. La respiration qu'offrira la chute des prix de l'énergie pourrait, dans un tel contexte, se révéler bien éphémère.

Revenu disponible et consommation des ménages en France, à prix constants, GA en %

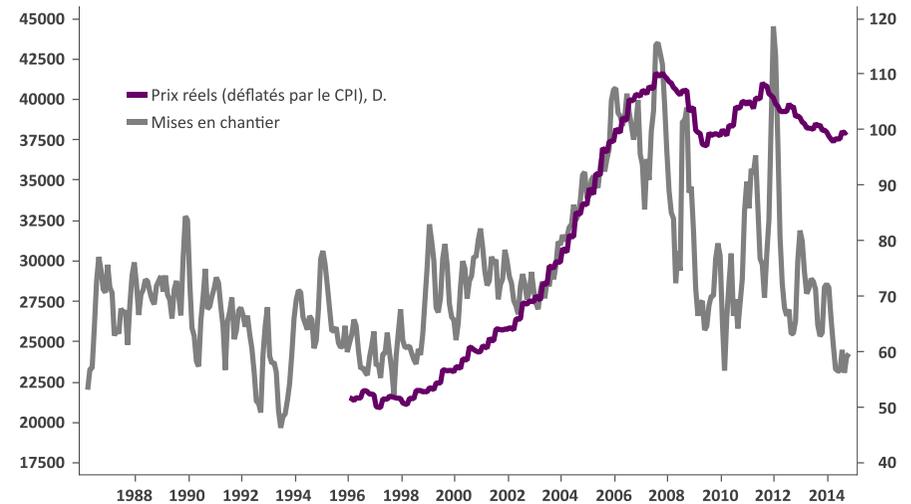


Sources : RichesFlores Research, Macrobond

Le processus déflationniste en place est en effet de bien mauvais augure pour les entreprises et les perspectives d'investissement. Synonyme d'écrasement des marges, la contrainte sur les prix expose les plus fragiles à la faillite et risque fort d'accroître les pertes d'emplois.

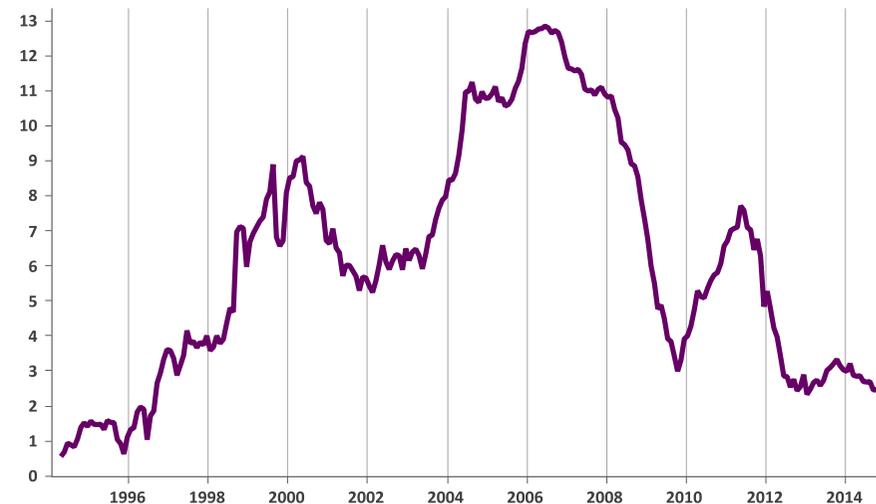
La déflation est donc une source indiscutable d'aggravation de la situation économique dont on peut redouter que les mécanismes d'indexation de nombreux revenus prolongent les effets dans le temps et diffusent à un nombre croissant de secteurs, l'immobilier notamment, ses effets dépressifs.

Mises en chantier de logements et prix réels de l'immobilier



Sources : RichesFlores Research, Macrobond

Croissance annuelle du crédit aux ménages



Sources : RichesFlores Research, Macrobond

La situation est donc particulièrement préoccupante et appellerait dans un contexte normal une action d'envergure des politiques économiques pour tenter d'interrompre les enchaînements négatifs.

La détérioration en cours suffira-t-elle pour autant à convaincre les responsables européens de la nécessité de rompre avec la rigidité de politiques européennes pro-cycliques depuis trop longtemps à l'œuvre ? On peut en douter à en juger par les prises de position récentes Outre-Rhin. Or, quoiqu'on attende de la BCE, cette dernière a bien peu de chances de pouvoir contrer à elle seule les forces déflationnistes en place. Déflation et croissance du crédit sont antinomiques. Dès

lors injecter davantage de liquidités dans le système ne permettra pas de renflouer l'activité.

L'ensemble ne dit rien qui vaille et laisse assurément de plus en plus interrogatif quant aux objectifs poursuivis par l'union économique et monétaire et aux risques encourus par des dernières dans une perspective de moyen long terme.

Véronique Riches-Flores
contact@richesflores.com

La Société RichesFlores Research élabore des diagnostics économiques et financiers. Elle produit des analyses et prévisions économiques internationales ainsi qu'une recherche transversale sur les développements de l'économie mondiale à court, moyen et long termes. **Organisme de R&D agréé par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, RichesFlores Research est éligible au CIR (Crédit d'Impôt Recherche).**

RichesFlores Research est une entreprise totalement indépendante et transparente, dotée des bases de données et des moyens d'information nécessaires à la préservation de son indépendance et de son impartialité. Cette indépendance est protégée par le fait que RichesFlores Research n'est prestataire d'aucun service d'investissement ou de vente de produits financiers susceptibles d'influencer ses conclusions, recommandations ou conseils.

Ce document est donné à titre d'information. Il ne constitue ni une offre commerciale ni une incitation à investir. Il est strictement confidentiel et établi à l'attention exclusive de ses destinataires. Il ne saurait être transmis à quiconque sans l'accord préalable écrit de RichesFlores Research.

Cette recherche comme son contenu sont la propriété exclusive de RichesFlores Research et ne sauraient être reproduits sans accord préalable et sans spécification de sa source datée.

La recherche, les conclusions, les données et les diagnostics contenus dans ce document n'engagent pas la responsabilité de RichesFlores Research.

Contenu non-contractuel ne constituant ni une offre de vente ni un conseil d'investissement.

Véronique Riches-Flores, contact@richesflores.com